



Il est temps de prendre la sécurité des écoles au sérieux

Après les tirs survenus au collège Lakanal d'Aubagne, qui ont blessé le principal et une enseignante, Action & Démocratie/CFE-CGC appelle à cesser de considérer chaque nouvel acte de violence comme un fait isolé et réclame l'organisation d'états généraux de la sécurité à l'École.

Ce matin, au collège Jospeh-Lakanal d'Aubagne, un élève de 14 ans est entré dans son établissement avec un fusil de chasse et a ouvert le feu. Le principal et une enseignante ont été blessés. Nous sommes profondément émus et choqués par ce qui vient de se produire et tenons à exprimer tout notre soutien au principal et à notre collègue blessés, ainsi qu'à l'ensemble des personnels du collège qui viennent de vivre des moments terribles.

On a frôlé le drame absolu.

Encore une fois.

Et encore une fois, on découvrira après coup des signes qui auraient dû alerter et des mesures qu'il aurait fallu prendre, puis l'on nous expliquera doctement qu'il s'agit d'un acte isolé...

Après l'agression au couteau de notre collègue de Sanary l'an dernier, Action & Démocratie/CFE-CGC déclarait devant le Conseil académique de l'Éducation nationale le 9 février, que ce n'était pas un acte isolé, en citant preuves à l'appui le nombre extrêmement élevés de faits graves signalés depuis le mois de janvier (plus de 600 à notre connaissance) et qu'il fallait arrêter de le prétendre à chaque nouveau drame : « Pendant combien de temps va-t-on faire l'autruche devant cette réalité ? Pendant combien de temps [...] allons-nous tourner la tête et faire semblant de regarder ailleurs ? »

Notre première exigence était alors la transparence, avec la publication régulière et exhaustive des incidents graves afin que chacun puisse prendre la mesure de ce que nous qualifions de « phénomène de société » et de « tendance lourde », ce que le ministre est sur le point de reconnaître enfin !

Le 7 mai dernier, lors de notre audience avec le recteur d'Aix-Marseille, nous avons de nouveau longuement abordé avec lui les questions de sécurité, d'autorité et de protection des personnels, en insistant une nouvelle fois sur le fait que Sanary ne pouvait être regardé comme un fait isolé.

Action & Démocratie/CFE-CGC est aujourd'hui la seule organisation syndicale de l'Éducation nationale à poser aussi clairement la question de la sécurité des établissements et à réclamer que les missions qui relèvent véritablement de la sécurité, qui sont indispensables, soient confiées à des personnels formés dont c'est le métier. Elles ne peuvent en effet être reportées sur des enseignants, des personnels de direction, des CPE ou des assistants d'éducation dont ce n'est pas la mission : leur métier est d'instruire, d'éduquer, d'encadrer ou de diriger, pas d'assurer la sécurité face à des individus armés.

Après les violences qui se multiplient dans notre académie dans des proportions très préoccupantes, il faut aller plus loin. Action & Démocratie/CFE-CGC demande premièrement qu'un état des lieux, transparent et documenté, de la sécurité dans les établissements scolaires soit enfin réalisé et rendu public. L'accumulation des drames et des violences interdit désormais de traiter les événements les uns après les autres. Nous réclamons donc l'organisation d'états généraux de la sécurité à l'École, associant personnels, administration, collectivités et professionnels de la sécurité, afin d'examiner sans tabou les risques, les moyens existants et ceux qui doivent être mis en place.

Une chose est certaine : ça suffit de se mettre la tête dans le sable ! Ça suffit aussi de céder à une bien-pensance qui empêche de simplement nommer les problèmes et qui sert trop souvent de prétexte pour ne rien faire. La sécurité des personnels et des élèves n'est ni un sujet secondaire ni une question idéologique. C'est la première condition pour pouvoir enseigner et apprendre